

Énergie—Conservation

réduire l'écart de prix l'an dernier. Si je me souviens bien, il me semble que les conservateurs soutenaient fortement que nous avions trop majoré le prix, ou que nous n'aurions pas dû le hausser du tout. Si je me rappelle les débats qui ont eu lieu au début de l'année, il me semble que le parti néo-démocrate avait adopté un point de vue similaire, et prétendait que nous n'aurions pas dû majorer le prix autant que nous l'avons fait, que nous n'aurions pas dû réduire autant la marge. Il est évident que nous ne pouvons l'emporter sur les deux tableaux.

Je soutiens que le gouvernement a trouvé un juste milieu entre les forces et les pressions inflationnistes qu'entraîne la hausse d'une part et la nécessité de faire accepter l'idée d'économiser l'énergie d'autre part. Plusieurs députés ont déclaré que les immeubles du gouvernement, à Ottawa, sont des phares la nuit et ils avaient raison s'ils parlaient de ce que ces immeubles étaient il y a plusieurs semaines.

Une voix: Et l'immeuble du ministère des Affaires extérieures?

M. Gillespie: Lorsque j'ai été nommé ministre, j'étais préoccupé de certains de ces immeubles. Le Lester B. Pearson a été donné comme exemple. Si le député s'était donné la peine de passer à côté de l'immeuble du ministère des Affaires extérieures, comme je l'ai fait l'autre soir, vers les 11 heures, il aurait constaté que probablement moins d'un tiers des lumières étaient allumées à cette heure. Comme il est raisonnable et honnête, il admettrait qu'il y avait probablement quelques personnes qui travaillaient dans l'immeuble à ce moment. Je crois qu'il travaille lui-même très tard le soir. Comme il est raisonnable, je suis certain qu'il comprend aussi qu'on faisait le ménage. Nous avons donc fait beaucoup de progrès.

Il n'y a pas très longtemps, le Centre des données fiscales restait éclairé toute la nuit, mais j'ai fait une vérification l'autre soir et j'ai constaté qu'on avait éteint plus de la moitié des lumières. Je veux dire par là que l'on a largement suivi les lignes directrices en ce qui concerne les édifices du gouvernement fédéral. Cela prendra encore quelque temps, parce qu'il faut changer la plupart des fils électriques et des interrupteurs, mais cela vient.

M. Baker (Grenville-Carleton): A qui a-t-on donné le contrat?

M. Gillespie: On a laissé entendre que nous avions présenté un programme en février dernier et que nous n'avions rien fait depuis. Je voudrais répéter ce que le député d'Algoma (M. Foster) a dit l'autre jour. Un certain nombre de mesures importantes sont prises. Je ne dis pas qu'elles nous paraissent suffisantes et nous demanderons certainement aux députés d'en prendre d'autres. Mais à mon avis, elles indiquent déjà que le gouvernement fédéral a tracé la voie en ce qui concerne l'économie de l'énergie.

Dans le dernier budget, on a supprimé la taxe fédérale de vente sur les matériaux isolants. On a soumis les grosses voitures à une taxe d'accise proportionnelle à leur poids, et on a prélevé une taxe de 10 p. 100 sur les avions privés et les moteurs d'embarcations de plus de 20 chevaux vapeur. On a augmenté, dans le Code de la construction, les exigences relatives à l'isolation et la Société centrale d'hypothèques et de logement y a souscrit; par ailleurs on a prélevé—et cette mesure fut violemment critiquée par l'opposition—une taxe supplémentaire de 10c. par gallon sur l'essence utilisée à des fins non commerciales.

M. Stanfield: Quelle honte!

[M. Gillespie.]

M. Gillespie: Je rappelle aux députés de l'opposition que le seul moyen de décourager une consommation accrue d'énergie, c'est d'augmenter les prix. Tous les autres pays l'ont constaté. L'opposition préfère ne pas voir ces importantes vérités en face. Elle se contente des éléments secondaires.

Des voix: Oh, oh!

M. Gillespie: On a beaucoup parlé des limites de vitesse. L'année dernière et plus tôt cette année, mon prédécesseur a déclaré que le gouvernement s'engagerait à réduire la vitesse maximum pour les véhicules fédéraux à 55 milles à l'heure, et nous avons invité toutes les provinces du Canada à suivre cet exemple. A mon avis, c'est probablement la décision la plus importante qui puisse être prise à l'heure actuelle pour faire comprendre aux Canadiens l'importance de conserver l'énergie.

Je me suis rendu à Washington il y a moins de trois semaines pour aller parler aux fonctionnaires de l'administration fédérale de l'énergie et leur demander ce qu'ils pensaient. J'avais entendu raconter, comme bien d'autres députés, qu'il y a une limite de vitesse fédérale imposée aux États-Unis, mais qu'elle n'est pas observée. C'est tout à fait le contraire: à maintes reprises, j'ai rencontré des Canadiens qui sont allés et qui m'ont dit qu'elle était observée; bien qu'il y ait certes des coins où elle n'est pas imposée avec la même rigueur qu'elle peut l'être dans le nord de l'État de New York, il y a probablement des exceptions à toute politique du genre.

En général, beaucoup de gens aux États-Unis essaient de s'en tenir à la limite de vitesse de 55 milles à l'heure. J'ai rencontré un certain nombre de ministres de l'énergie des provinces canadiennes, et j'ai été très heureux de ce que l'Ontario ait décidé de suivre les exemples du gouvernement fédéral et de la Colombie-Britannique en limitant la vitesse à 60 milles à l'heure sur certaines voies rapides et à 55 milles à l'heure sur d'autres. Quand on me demande ce que je pense d'une limite de 60 milles à l'heure, je réponds que c'est mieux qu'une limite de 70 milles à l'heure. J'aurais préféré 55, mais c'est certainement mieux que 70, et j'espère bien que les autres provinces prendront des mesures pour réduire leurs limites de vitesse.

Je rencontrerai les ministres de l'énergie des provinces le 12 décembre, et nous étudierons alors un certain nombre de questions se rattachant à notre avenir énergétique. L'une d'elles sera la question de la conservation de l'énergie, et nous essaierons d'obtenir une limite de vitesse nationale de 55 milles à l'heure partout au pays.

Avant de terminer, j'aimerais simplement parler d'un ou deux autres aspects qui sont importants du point de vue de la conservation de l'énergie. J'aimerais féliciter l'Association canadienne de l'automobile, et les députés savent peut-être que cette association a lancé un programme de relations publiques très important. Je pense que c'est un programme très sérieux—et cette association compte un million de membres ou plus au Canada—qui vise à leur faire comprendre l'importance de conserver l'énergie et les diverses façons dont ils peuvent le faire en se servant de leurs automobiles.

J'ai parlé aux représentants de services d'utilité publique—pas à tous, mais à beaucoup—et je leur ai fait comprendre l'importance que nous attachons à la conservation de l'énergie. Ils m'ont assuré qu'ils ont complètement changé ce qui avait été leur programme de vente et de promotion concernant l'usage accru d'énergie à la faveur de programmes visant à persuader les gens de se servir de l'énergie avec plus d'efficacité pour parvenir aux objectifs de conservation de l'énergie.